

## LE CONGRÈS DE SON NOUVEAU FRONT DU CHANGEMENT AUTORISÉ

Menasra commence son activité  
par tirer sur Belkhadem

«**Abdelaziz Belkhadem a tout fait et a même adressé une correspondance au ministère de l'Intérieur pour que nous changions d'appellation, qui, prétexte-t-il, prête à confusion avec celle du vieux parti**», a déclaré **Abdelmadjid Menasra, dissident du MSP et fondateur du désormais Front du changement (FC).**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -** La nouvelle formation tiendra son congrès constitutif les 18 et 19 février prochains à la Coupole, au complexe sportif Mohamed-Boudiaf, à Alger. Deux mille congressistes y prendront part.

Hier, lors d'une conférence de presse tenue au lendemain de l'autorisation par le ministère de l'Intérieur de tenir le congrès constitutif de son FC, Abdelmadjid Menasra, porte-parole de la commission en charge de la préparation du congrès, qui a disserté longuement sur cette histoire d'appellation, qualifiant l'action de Belkhadem de «mépris à l'égard des électeurs», a sauté sur l'occasion pour évoquer le bilan des 50 ans de règne du FLN.

«Si les électeurs ne savent pas faire la différence entre Jabhat tahrir el watani (Front de libération nationale) et Jabhat taghyir el watani (Front du changement national), est la preuve que le FLN a «abrutit» le peuple pendant son règne et que ceux qui votent pour le FLN se comptent plutôt parmi les illettrés», ironise-t-il.

Le Front du changement national a été, en effet, contraint par le

ministère de l'Intérieur de changer d'appellation et ses fondateurs n'ont été autorisés à tenir leur congrès qu'après avoir rebaptisé leur formation : Front du changement. Mais pas seulement, puisque Menasra a dû remplacer quatre de ses cofondateurs, qui ne remplissaient pas les conditions du ministère de l'Intérieur. «Le hic est que ces membres sont des députés et d'anciens députés», assène-t-il, s'abstenant de donner des noms. Bref, avant que Menasra ne prenne la parole, le président de la commission en charge de la préparation du parti, M. Ahmed Dane, a situé cette nouvelle formation et a revendiqué l'appartenance au courant «islamo-nationaliste» : «Nous avons choisi la date du 18 février correspondant à Youm Echahid

(Journée du martyr, ndlr) pour sa symbolique. Nous sommes un parti islamique national et démocratique. Le vocable chahid a justement une connotation islamique. Nous nous inspirons des principes de la révolution de Novembre pour lesquels sont morts 1,5 million de choucha, principes consacrant la démocratie et la liberté.»

Les conférenciers ont ainsi entamé la conférence en rendant hommage à l'ancien SG du FLN Abdelhamid Mehri enterré hier, et qui fut, souligne-t-on, «un symbole du djihad des Algériens pour la liberté». Taghyir (le changement), par ailleurs, veut dire, selon M. Menasra, «finir avec la légitimité historique» et redonner la parole au peuple. L'autre réplique de l'ancien ministre a visé les dirigeants de son parti d'origine, le MSP. «A ceux qui disent que nous sommes une minorité de 3%, nous leur disons que ce sont 20 députés qui sont membres fondateurs de la nouvelle formation. En tout, près de 20 000 militants MSP ont consti-



Photo : Samir Sid

Abdelmadjid Menasra, porte-parole du FC.

tué le noyau du nouveau parti et d'autres militants nous ont ralliés et je cite à titre d'exemple les membres d'une kasma du FLN à Skikda», dit-il sans préciser quelle kasma ni sa consistance. Des congrès locaux se tiendront d'ici le

18 février au niveau des wilayas pour préparer le congrès constitutif, et d'autres consacrés aux femmes, aux jeunes et aux étudiants se tiendront en cette fin de semaine à Zéralda.

L. H.

VISITE DE ABDELMALEK SELLAL, MINISTRE DES RESSOURCES  
EN EAU, À CONSTANTINEUn programme d'urgence pour  
la nouvelle ville Ali Mendjeli

**La ville de Constantine et sa proche région, dont les besoins en eau sont couverts par le barrage de Beni Haroun, seront confortées à l'horizon 2014 par l'apport de deux nouvelles structures de stockage. La wilaya de Constantine sera entièrement sécurisée en matière de ressources en eau et la qualité du service dispensé améliorée davantage.**

Selon Abdelmalek Sellal, ministre des Ressources en eau qui était hier en visite de travail de Constantine, «les ressources en eau de la wilaya de Constantine seront confortées davantage par l'apport de deux nouvelles structures». A ce titre, a-t-il annoncé, «le projet du mini-barrage de Oued Hmimim (commune d'El Khroub) abandonné pour diverses raisons, sera relancé. Après constat, j'ai décidé de relancer le projet du mini-barrage de Oued

Hmimim dont la capacité de stockage avoisinera les 10 millions de mètres cubes. Aussi, des études seront lancées incessamment dans ce sens».

Le deuxième projet concerne le barrage de Hammam Grouze, qui alimentait par le passé la ville et qui sera raccordé directement au barrage de Beni Haroun. «Une fois le problème des déperditions d'eau que connaissait le barrage de Hammam Grouze définitivement réglé, il sera raccordé au

barrage de Beni Haroun.» Cela étant, le taux de remplissage du barrage de Beni Haroun est estimé 90% ce qui suppose que «les ressources en eau sont largement disponibles et la région sera entièrement sécurisée», a estimé le ministre.

Sur un autre chapitre, le ministre des Ressources en eau s'est enquis de l'état d'avancement d'une douzaine de projets en AEP et assainissement retenus par le gouvernement au profit de la nouvelle ville Ali Mendjeli dans le cadre de la mise à niveau de cette localité appelée à accueillir, d'ici 2014, près de 400 000 habitants. «Un programme d'urgence visant le traitement des problèmes de la nouvelle ville a été décidé par le gouvernement», a souligné le ministre. Le programme consis-

te en la réalisation de deux réservoirs d'une capacité de 50 000 m<sup>3</sup> et d'une station d'épuration des eaux usées en sus de la rénovation des conduites.

En bref, le programme de développement dont a bénéficié Constantine en matière d'AEP, assainissement et autres retenus colinaires sera financé à hauteur de 16 milliards de dinars. Aussi, les capacités de stockage de la wilaya, estimées à 80 000 m<sup>3</sup>, seront triplées à l'horizon 2014, a encore annoncé le ministre.

S'agissant de la gestion déléguée de l'eau confiée à des sociétés étrangères et dont certaines ont failli à leur mission, le ministre s'est dit satisfait par l'expérience, même si des problèmes subsistent encore.

Farid Benzaïd

## TIZI-OUZOU

Manifestation des corps communs  
de la Fonction publique

**Ils n'étaient pas aussi nombreux qu'ils le souhaitent, comme le regrettait un fonctionnaire au CHU-Nedir, mais ils étaient tout de même plus de deux milliers à se mobiliser pour répondre à l'appel de l'intersyndicale UGTA de la Fonction publique pour battre le pavé à travers les principales artères de Tizi-Ouzou.**

Longue de quelques kilomètres, entre le siège de l'Union de wilaya UGTA et la cité administrative, la marche s'est déroulée dans une ambiance bon enfant, suscitant même la solidarité des citoyens à travers des mots d'en-

couragement aux manifestants. Ils sont, donc, venus de plusieurs secteurs d'activités pour dénoncer le fait que «les revalorisations et classifications ayant touché la Fonction publique ont finalement donné lieu à l'exclusion des corps communs. Une exclusion qui s'exprime par un relèvement insignifiant des salaires, un régime indemnitaire inconséquent ainsi que la promulgation d'un statut ségrégationniste», est-il expliqué dans l'appel à la marche signé de l'interprofessionnelle de la Fonction publique. A l'issue de leur manifestation, des représentants des travailleurs ont été reçus par des collaborateurs du wali auxquels une copie de leurs revendications a été remise. L'intégration des corps communs dans leurs secteurs respectifs,

la confirmation aux postes des contractuels et vacataires, l'augmentation substantielle des salaires des mêmes corps communs, et l'alignement du régime indemnitaire dont bénéficient ces derniers à celui des corps spécifiques, sont autant de revendications que les manifestants ont réitérées à l'attention des collaborateurs du wali. Selon un cadre de l'UGTA, la manifestation d'hier ne sera pas la dernière du genre. Il faut s'attendre à ce que les toutes prochaines semaines verront d'autres mouvements de protestation de divers secteurs tant le marasme socioéconomique a atteint ces derniers temps des proportions alarmantes, pour reprendre le même syndicaliste.

A. M.

IL CHOISIT LA  
DATE DU 18  
FÉVRIER POUR  
LA TENUE DE SON  
CONGRÈSBoudina lance  
le Mouvement  
des citoyens  
libres

Le Mouvement des citoyens libres (MCL) vient grossir les rangs des «nouveaux partis». Il tiendra son congrès le 18 février prochain. Son président fondateur, Mostefa Boudina, parle d'une date anniversaire puisqu'elle coïncide avec la célébration de la Journée du chahid. Ancien condamné à mort et président de l'association des condamnés à mort, Boudina évoque un parti qu'il veut «populaire» et avec un projet de société basé sur la liberté, la justice et la dignité. Se définissant comme «un parti du peuple», il explique que la demande d'agrément de son parti date de 1998. Les structures dormantes du parti ont été réactivées à la faveur du vote de la nouvelle loi sur les partis. Sa formation politique, dit-il, est ouverte à tous ceux qui croient en les principes qui sont à l'origine de sa création. Beaucoup d'enfants d'anciens condamnés à mort ont déjà rejoint le parti, essentiellement des jeunes qui croient au changement.

Un changement qui, dit-il, ne viendra qu'avec le retour de l'espoir. Boudina mise sur la jeunesse car, dit-il, l'heure est à la transmission du flambeau.

N. I.